Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Instaurer-une-Republique

rencontres internationalistes de Vénissieux

Instaurer une République Indépendante et Moderne au Bénin

- Internationale - activités internationalistes.... - Rencontres 2010 -



Date de mise en ligne : jeudi 18 novembre 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Chers camarades,

Nous vous remercions de nous avoir invités cette année encore aux rencontres internationalistes de Vénissieux qui renouent avec une tradition de la grande époque du Parti Communiste Français et du mouvement communiste international. Le thème que vous avez choisi pour la rencontre de cette année se situe directement dans cette ligne. « Continuer le Parti Communiste Français ». En effet, il y a 90 ans, c'est-à-dire en 1920, naissait à Tours en décembre 1920, la section française de l'Internationale Communiste qui prit le nom de Parti Communiste. Est-il besoin de rappeler ici l'espoir soulevé au niveau des peuples des colonies et notamment ceux d'Afrique par la naissance du Parti Communiste Français ? Beaucoup de ressortissants des colonies ont été positivement influencés par ce Parti qui, dans les premières phases de sa vie a joué un rôle anticolonialiste très fort. On ne peut pas oublier que beaucoup de dirigeants anticolonialistes africains et asiatiques ont fait leurs armes au sein du PCF ou à la CGT qui lui était lié, et qui a pris aussi sa part dans l'internationalisme actif de cette époque. Rappelons-nous simplement que l'un des délégués au Congrès de Tours sera le grand Président HO CHI MINH qui conduira son peuple à la victoire contre deux grands pays impérialistes, la France et les USA. Ce rôle actif, vis-à vis de l'extérieur, était le reflet de la situation interne où le PCF à la tête des masses ouvrières et populaires a permis d'énormes conquêtes sociales et démocratiques comme les congés payés, la journée de 8 heures de travail, la sécurité sociale, la retraite par répartition, et surtout la contribution décisive du PCF dans l'écrasement de l'occupant nazi et de ses laquais, toutes choses que les dirigeants capitalistes français à la solde de la haute finance internationale essaient de liquider aujourd'hui. Voilà pourquoi nous soutenons les luttes de la classe ouvrière et des travailleurs de France contre les menées rétrogrades des patrons et de leurs serviteurs tendant à ramener les travailleurs vers des conditions de travail du 19ème siècle. Si les dirigeants français se permettent de telles agressions contre les travailleurs, c'est aussi parce qu'ils savent que le PCF n'est plus ce qu'il était. De compromis en compromission, il a perdu toute ressemblance avec le PCF de ses débuts et est devenu un appendice de la social-démocratie ; et c'est pourquoi quand vous dites qu'il faut continuer le PCF, nous sommes d'accord que la situation actuelle ne peut pas continuer.

Chez nous au Bénin notre Parti, le Parti Communiste du Bénin a été créé dans la tradition du PCF de 1920, c'est-à-dire celle de l'internationalisme prolétarien. Celle d'être à l'avant-garde des masses populaires de notre pays contre l'impérialisme notamment français et ses agents. C'est cette lutte qui lui a permis de conduire les masses à la victoire contre la dictature du pouvoir pseudo-révolutionnaire de KEREKOU et sa bande en décembre 1989. Aujourd'hui, notre peuple est confronté à un autre pouvoir dictatorial à la solde des impérialistes et des intérêts étrangers. En effet, depuis 2006, la haute finance internationale a placé à la tête de notre pays un pouvoir dit du changement dirigé par un de ses agents nommé YAYI BONI qui entend faire aboutir les plans concoctés par lui et ses maitres par une dictature et l'écrasement d'espaces de liberté chèrement conquis par notre peuple en 1989. Tous les secteurs vitaux de l'économie sont bradés ; la justice est aux ordres ; la presse est achetées où bâillonnée. A part les manifestations en faveur du pouvoir, toutes les autres sont interdites ; Les élections qu'il est en train de préparer sont truquées d'avance par une loi taillée sur mesure pour sa réélection. C'est contre ces agissements que notre Parti en alliance avec d'autres forces politiques a contribué le 13/10/2010 à la création du FDD qui se fixe comme objectif de s'opposer de toutes ses forces à l'instauration d'une dictature dans notre pays. En effet, le FDD fait le constat suivant :
« Le Bénin va mal. La situation est catastrophique à tous points de vue. Le pays est au bord du gouffre.

Sur le plan politique, la démocratie chèrement acquise subit de graves revers. Les libertés sont constamment menacées ou muselées. Les manifestations de protestation de militants d'organisations sociales, syndicales ou politiques pour exprimer leur désapprobation de la gestion du pouvoir d'Etat sont interdites du Sud au Nord. Les manifestants sont parfois sauvagement maltraités. Les derniers exemples sont celui des Elèves-instituteurs des Ecoles normales et celui auquel nous avons assisté hier mardi 12 Octobre 2010, organisé par les Organisations de Défense des Droits Humains. En revanche, de colossaux moyens logistiques et financiers sont mis en oeuvre pour orchestrer de folkloriques marches de soutien au régime, des sorties médiatiques de mauvais goût, des meetings à la gloire et à la réélection de celui-là même, qui nous a promis le « changement ».

Copyright © Le Vénissian

La liberté de presse est bafouée. Même la presse étrangère est victime de la politique de tyrannie et d'exclusion du régime. Tant la volonté de caporalisation totale des médias par le pouvoir est manifeste. Le droit de grève est sous le coup de la confiscation. Mais cela se heurte à la résistance opiniâtre des travailleurs. Le fonctionnement des institutions de l'Etat laisse à désirer. La justice ne sait même plus, où elle en est. Le pays est mal gouverné.

Sur le plan économique, la gestion hasardeuse du régime du changement a conduit tous les secteurs d'activités à la ruine. Les voyants économiques sont au rouge vif. Les marchandises ont du mal à se réaliser et la mévente se généralise. La désorientation n'a jamais autant frappé les activités portuaires. Les sociétés d'Etat et autres propriétés publiques meubles ou immeubles sont systématiquement bradées au profit d'étrangers, de dignitaires, de proches ou amis du régime. Les opérateurs économiques ne savent plus quel Dieu implorer pour le remboursement des dettes publiques intérieures. Dans le même temps, ils sont traqués d'un côté par le fisc, de l'autre par les créanciers et les unités économiques se ferment par dizaines. La tendance générale au niveau des investisseurs étrangers est à la méfiance vis-à-vis de notre économie. Pourtant, le pays mérite un meilleur sort et en a les ressources.

Sur le plan social, du fait de la situation brossée plus haut, la misère s'aggrave. La mendicité prend des proportions inquiétantes. Le trafic des enfants s'accentue. Le banditisme est rampant. L'insécurité s'accroît et menace dangereusement la stabilité politique. Les soi-disant réalisations socio-économiques du régime ne sont en réalité que des occasions pour Boni YAYI et ses complices de s'en mettre plein les poches pendant que le pays s'enfonce dans un endettement sans précédent. De larges couches sociales tombent dans la déchéance totale. Pire, le dialogue social avec le monde du travail a été abandonné au profit d'une succession de ruses manoeuvrières contre-productives. L'heure est grave.

Le doute et l'incertitude du lendemain hantent les populations. Personne n'en croit ses yeux pour le niveau de corruption atteint par ce régime. Nul n'a mémoire d'un tel hit parade de scandales politico-financiers à répétition dans notre pays : affaire recettes d'escorte de véhicules d'occasion, avion présidentiel, CEN-SAD, SONAPRA, machines agricoles, ICC-Services et consorts, etc. La distribution prodigale sans précédent d'argent dans nos villes et campagnes par Boni YAYI à des fins corruptrices et électoralistes entretient la morale perverse du gain facile, opposée au juste précepte selon lequel le travail est la source durable de richesse.

Jamais la gestion de ressources humaines n'a été aussi calamiteuse. Le régime est rompu dans l'art d'opposer cadres et frères de mêmes localités du nord au sud, pour semer la discorde et la division en leur sein pour ses intérêts propres. Cela sape la paix sociale et la cohésion nationale, bases fondamentales du développement économique et social. Le recours incessant à l'achat de conscience et le débauchage effréné font partie des traits caractéristiques du régime de Boni YAYI. On aura tout vu : tout change, c'est vrai, mais hélas, de mal en pis.

La solution que le régime du changement a trouvé à cette situation, c'est la propagande et la manipulation tous azimuts, le renforcement de la répression, les menaces d'arrestations, les plus grossiers montages pour tromper le Peuple, la savante instillation de la peur, le refus de s'occuper des problèmes réels du pays.

L'un des problèmes réel du pays aujourd'hui, c'est la confection d'une Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI), fiable et non la poursuite à pas forcée d'une honteuse mascarade, que seuls ceux qui en profitent au plan pécuniaire comprennent. Personne ne comprend en effet, qu'en dépit des inondations et de la détresse de l'immense majorité des populations de l'Ouémé et du Plateau, malgré le fait que les populations de ces départements doivent vaquer en cette période-ci, à leurs activités agricoles de la petite saison, malgré la défection des équipements mis en place, contre l'avis de la plupart des autorités locales (Maires, Conseillers, etc.), Yayi Boni et ses sbires forcent le processus, au risque de spolier les citoyens de leurs légitimes droits à se faire enregistrer.

La politique de l'autruche ne saurait durer plus longtemps. Nous ne pouvons laisser quelques aventuriers conduire la Terre de nos aïeux et notre Peuple dans le gouffre. C'est pourquoi, les organisations signataires du présent appel,

Copyright © Le Vénissian

exigent :

1- Que le Président BONI YAYI et son Gouvernement arrêtent immédiatement leur propension à provoquer inutilement le peuple travailleur, les forces sociales et politiques, créant, ce faisant, des tensions inutiles et préjudiciables à la paix et à l'Unité Nationale. Nous voulons que chacun sache que les tensions actuelles sont directement créées à des fins inavouées, par le Président BONI YAYI lui même et ses sbires, afin de terroriser notre peuple et lui imposer un type de gouvernance que nous avons récusé depuis l'historique Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990.

2- Que le Président BONI YAYI et son Gouvernement cessent dès maintenant de poser des entraves aux libertés publiques et à leur pleine et entière jouissance par tous les citoyens. Il s'agit ici que le Président BONI YAYI garantisse conformément à la Constitution et à son serment, la liberté de chacun et de tous, de se réunir, de manifester, d'adopter la religion de son choix. Il s'agit aussi de manière spécifique que le libre et équitable accès à la Télévision Nationale de service public, devienne un impératif.

3- Que le Président BONI YAYI abandonne définitivement son rêve de pouvoir caporaliser toutes les Institutions de la République, de bâillonner toutes les forces sociales et politiques, d'instrumentaliser des dispositions telles que la réalisation du RENA et de la LEPI dans le seul et unique but d'être réélu en 2011, y compris contre la volonté populaire.

4- Que le Président BONI YAYI et son Gouvernement mettent désormais un point d'honneur à rendre compte de la gestion des finances publiques conformément aux textes de la République...Pour faire aboutir toutes ces exigences, qui relèvent d'une oeuvre de salubrité publique, et de salut national, les forces politiques, les syndicats, les organisations de la société civile, ont décidé de se constituer ce jour mercredi 13 Octobre 2010 en un Front de Défense de la Démocratie (FDD). Il s'agit donc du plus large rassemblement de toutes les forces sociales et politiques que notre pays ait jamais connu en vue de restaurer un Bénin debout, libre, fier, riche de sa diversité et ancré dans la démocratie, l'Etat de droit et le pluralisme politique.

Le développement de notre pays, la satisfaction des besoins de notre peuple travailleur et la restauration de l'espoir pour la jeunesse en dépendent ».

Chers camarades,

Les jours à venir dans notre pays seront décisifs car notre peuple ne laissera jamais un aventurier et ses maitres installer chez nous un pouvoir dictatorial ; notre peuple n'acceptera plus qu'on vienne s'accaparer de ses richesses alors qu'elles doivent être utilisées pour le bien de population ; voilà pourquoi il est engagé dans un processus de soulèvement général pour chasser l'imposteur YAYI BONI et instaurer une République Indépendante et Moderne au Bénin

Je vous remercie

KOUESSI GILBERT

PARTI COMMUNISTE DU BENIN

Copyright © Le Vénissian